



Lettre ouverte alors que le Premier ministre de l'Alberta, M. Stelmach, était à Montréal. *Le marchand de sable*. Thomas Duchaine et Hugo Séguin. Novembre 2008.

Le marchand de sable

En visite aujourd'hui à Montréal, le Premier ministre de l'Alberta, Ed Stelmach, cherchera à convaincre les Québécois, ou à tout le moins la communauté d'affaires montréalaise, de la qualité de la gestion environnementale de sa province dans l'exploitation des sables bitumineux, ainsi que des bienfaits économiques de cette industrie pour tout le Canada. Lourde tâche que celle de faire la promotion au Québec d'une industrie aussi aberrante tant sur les plans énergétique qu'environnemental, qui, de plus, draine les capitaux vers l'Ouest et siphonne la main d'œuvre spécialisée d'ici dans une nouvelle ruée vers l'or noir. Monsieur Stelmach a intérêt d'être convaincant car l'industrie aura bientôt besoin du territoire québécois pour écouler vers les raffineries du Texas – via le pipeline Sarnia-Montréal - une bonne partie de la production pétrolière albertaine.

Une catastrophe environnementale

Sur le plan environnemental, l'exploitation des sables bitumineux constitue une véritable bombe à retardement. L'industrie est autorisée à puiser jusqu'à 349 millions de mètres cubes d'eau par année dans la rivière Athabasca, soit deux fois la consommation annuelle de la ville de Calgary. Environ 90% de cette eau est ensuite stockée dans des mares toxiques à l'imperméabilité douteuse dont les superficies combinées sont actuellement de plus de 50 kilomètres carrés. Près de 40 000 kilomètres carrés de forêt boréale ont déjà été convertis en paysage industriel, soit une superficie plus importante que l'île de Vancouver. Immense gaspillage de ressources naturelles, l'industrie consomme près de 600 millions de mètres cubes de gaz naturel chaque jour pour extraire ce pétrole, ce qui serait suffisant pour assurer le chauffage de 3 millions de foyers canadiens. Ces chiffres déjà astronomiques sont appelés à croître encore puisqu'il est prévu de faire tripler la production d'ici 2020. Le projet Trailbreaker de la compagnie Enbridge de renverser le sens d'écoulement du pipeline de Sarnia vers Montréal permettra d'ailleurs de nouveaux débouchés de raffinage à Montréal et dans les grandes raffineries du sud-est américain.

En ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre (GES), l'exploitation des sables bitumineux constitue le secteur industriel qui connaît, et de loin, la plus forte croissance de ses émissions au Canada. Cette croissance explique d'ailleurs en grande partie le 34% de retard accumulé du pays sur ses objectifs signés à Kyoto. D'autant plus que l'Alberta est déjà le premier émetteur de GES au pays avec près d'un tiers des émissions totales. Plus inquiétant

encore, le gouvernement du Premier ministre Ed Stelmach s'est donné, en janvier 2008 dernier, un «plan vert» - d'ailleurs dénoncé la semaine dernière par le Vérificateur général de l'Alberta - dans lequel il n'y a pas de cible de réduction à atteindre avant... 2050 ! Pourtant, en mars 2008, un sondage Léger Marketing indiquait que 62% des Albertains souhaitaient que leur gouvernement limitent les émissions de GES provenant de l'exploitation des sables bitumineux même si cela impliquait l'abandon de plusieurs projets.

Cette situation inacceptable pour les citoyens de l'Alberta, qui pourtant bénéficient des retombées économiques de cette industrie polluante, l'est encore plus pour ceux des autres provinces. Le Québec, par exemple, qui s'est donné des objectifs responsables de réduction de GES et des stratégies qui commencent à donner des résultats, voit ses efforts complètement anéantis par l'industrie des sables bitumineux que couvent à la fois le gouvernement albertain et celui de Stephen Harper. Les Québécois veulent bien faire leur part. Encore faut-il que les autres fassent aussi la leur.

Des retombées économiques... pour qui, au juste ?

Cette manne pétrolière qui arrose l'Alberta n'a pas seulement des retombées positives, contrairement à ce que monsieur Stelmach cherche à faire miroiter. En effet, inexorablement gonflée par la croissance fulgurante de l'industrie pétrolière, la valeur du dollar canadien fait mal aux exportateurs des provinces manufacturières comme l'Ontario et le Québec, dont les économies sont déjà fragilisées par le ralentissement économique américain et la forte concurrence de l'Inde et de la Chine, entre autres. Dans une analyse économique publiée par Desjardins, des économistes affirment que l'exploitation des sables bitumineux « *occasionne peu à peu à l'économie un malaise qui n'est pas sans rappeler le mal hollandais qui a poussé la Hollande en récession au cours des années 70* » et qui conduit généralement à une désindustrialisation (hors énergie) de l'économie.

Cet éclairage permet de jeter un regard nouveau sur la crise du secteur manufacturier au Québec et en Ontario. D'ailleurs, il serait intéressant d'entendre ce que M. Stelmach pense de cette situation où l'économie canadienne s'enrichit d'un côté et s'appauvrit de l'autre. Cela permet aussi de mieux comprendre la nature des motivations de Jean Charest et de Raymond Bachand lorsqu'ils demandent au gouvernement Harper d'assumer ses responsabilités dans cette crise.

Enfin, en canalisant les grands investissements au Canada, l'exploitation des sables bitumineux génère des capitaux qui sont réinvestis à l'intérieur du secteur pétrolier. Plus cette situation perdure plus le secteur accapare les ressources humaines - 25 000 nouveaux arrivants qui entrent en Alberta chaque année, principalement des jeunes de l'Est du Canada - et matérielles disponibles dans l'économie et plus la dépendance de l'économie canadienne au secteur pétrolier augmente.

À l'heure où les pays les plus avancés en matière de développement durable articulent leur stratégie énergétique et économique des prochaines décennies autour de l'indépendance au pétrole, le Canada s'enfonce dans les sables de la dépendance, en s'enorgueillissant de devenir l'Arabie du Nord pour une Amérique désespérée à assurer sa dose de pétrole pour quelques années encore. Le tout sous l'œil complaisant et attendri du gouvernement canadien, qui a choisi de rejeter sa responsabilité historique dans la lutte aux changements climatiques tout en hypothéquant la capacité du pays à développer une économie moderne, compétitive et propre.

Il aurait été plus qu'essentiel d'encadrer convenablement l'exploitation et le développement de cette ressource. De prévoir les coûts, de gérer pour l'avenir, bref de servir l'intérêt public. Il semble malheureusement que cette tâche apparait pour l'instant par trop colossale pour les politiciens d'Edmonton et d'Ottawa dont les poches lourdes de pétrodollars ont fait tomber les culottes.